

DOCUMENT D'INFORMATION SUR

LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Juin 2007

Direction des recherches
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Avertissement

Les renseignements contenus dans le présent document d'information ont été tirés de sources accessibles au public auxquelles a accès la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Le présent document d'information n'est pas, et ne prétend pas être, ni exhaustif en ce qui touche les conditions dans le pays passé en revue, ni concluant en ce qui touche le bien-fondé d'une demande d'asile particulière.

Recherche achevée le 3 janvier 2007

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. CONTEXTE POLITIQUE

3. PARTIS POLITIQUES

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

RÉFÉRENCES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom officiel

République de Corée.

Géographie

La République de Corée, couramment appelée Corée du Sud, est située en Asie orientale. Le seul pays limitrophe de la Corée du Sud se trouve au nord : la République populaire démocratique de Corée, couramment appelée la Corée du Nord. Les autres frontières de la Corée du Sud sont baignées à l'est par la mer du Japon, à l'ouest par la mer Jaune et au sud par la mer de Chine orientale.

La superficie totale du pays est de 99 617 km². Le climat de la Corée du Sud se caractérise par des hivers froids et secs et des étés chauds et humides.

Population et densité

Population : 48 082 163 habitants (estimation de 2004).

Densité : 482,7 hab./km² (à la mi-2004).

Principales villes et population (recensement de 2000)

Séoul (capitale) 9 853 972; Pusan 3 655 437; Taegu 2 473 990; Incheon 2 466 338; Taejeon 1 365 961; Kwanchgu 1 350 948; Ulsan 967 429.

Langues

Le coréen est la langue officielle.

Religions

Les principales religions pratiquées en Corée sont le bouddhisme mahayana, le chamanisme et le christianisme. Avec 17 millions de Coréens pratiquant le christianisme, le pays compte l'une des plus importantes populations chrétiennes d'Asie.

Le chundo kyo, syncrétisme de doctrines chamanistes, bouddhistes et chrétiennes, est une religion pratiquée uniquement en Corée.

Groupes ethniques

Les Coréens forment un groupe ethnique homogène.

Démographie (à moins d'indication contraire, estimation de 2006)

Taux de croissance démographique : 0,42 %.

Taux de mortalité infantile : 6,16 décès/1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance : 77,04 ans.

Taux de fécondité : 1,27 enfants nés/femme.

Taux d'alphabétisation : 97,9 % des personnes de 15 ans ou plus peuvent lire et écrire (estimation de 2002).

Devise

Won (KRW).

796,67 wons = 1,00 dollar canadien¹.

Fêtes nationales

2006 : 1^{er} janvier (jour de l'An), 28-30 janvier (Nouvel An lunaire), 1^{er} mars (jour du Mouvement d'indépendance), 5 avril (jour de l'Arbre), 5 mai (jour des Enfants et naissance de Bouddha), 6 juin (jour commémoratif des morts au champ d'honneur), 17 juillet (jour de la Constitution), 15 août (jour de la Libération), 3 octobre (jour de la Fondation de la nation), 5-7 octobre (Chuseok, Action de grâces coréenne), 25 décembre (Noël).

2007 : 1^{er} janvier (jour de l'An), 17-19 février (Nouvel An lunaire), 1^{er} mars (jour du Mouvement d'indépendance), 5 avril (jour de l'Arbre), 5 mai (jour des Enfants), 24 mai (naissance de Bouddha), 6 juin (jour commémoratif des morts au champ d'honneur), 17 juillet (jour de la Constitution), 15 août (jour de la Libération), 24-26 septembre (Chuseok, Action de grâces coréenne), 3 octobre (jour de la Fondation de la nation), 25 décembre (Noël).

Chef de l'État et du gouvernement

Le président Roh Moo-hyun est entré en fonction le 25 février 2003. En date du 19 avril 2006, Han Myung-sook est la première ministre de la Corée.

Forme de gouvernement

La Corée du Sud est une démocratie constitutionnelle. Le président joue le rôle de chef d'État, d'administrateur général du gouvernement et de commandant en chef des forces armées.

Le premier ministre, nommé par le président avec l'assentiment de l'assemblée nationale, est le chef du gouvernement. Le président nomme également les vices-premiers ministres en s'appuyant sur les recommandations du premier ministre.

Le président nomme aussi les membres du cabinet, connu sous le nom de conseil d'État, en tenant compte des recommandations du premier ministre. Le cabinet est composé du président, du premier ministre et de 15 à 30 ministres.

Structure législative

L'assemblée nationale (*Kuk Hoe*), monocamérale, est composée d'un minimum de 200 députés. En date de janvier 2007, l'assemblée nationale comptait 299 députés; 243 des sièges ont été accordés selon le suffrage direct et 56 sièges ont été attribués au moyen d'un système de représentation proportionnelle qui s'appuie sur la portion du vote récoltée par chaque parti.

Divisions administratives

La Corée est divisée en 16 administrations locales : 9 provinces et 7 agglomérations urbaines.

Agglomérations urbaines : Inchon, Kwangju, Pusan, Séoul, Taegu, Taejon et Ulsan.

Provinces : Cheju, Cholla-Nord, Cholla-Sud, Kangwon, Kyongki, Kyongsang-Nord, Kyongsang-Sud, Tchungtcheong-Nord et Tchungtcheong-Sud.

Les provinces sont divisées en comtés, en villes, en municipalités et en cantons.

Systeme judiciaire

La cour suprême est le plus haut tribunal du pays. Il existe également cinq hautes cours d'appel régionales, et des cours de district se trouvent dans treize villes.

De plus, la Corée dispose d'une cour constitutionnelle, d'une cour des brevets, de tribunaux de la famille et de tribunaux administratifs.

Élections

L'assemblée nationale (*Kuk Hoe*), monocamérale, détient le pouvoir législatif. Les députés sont élus à l'assemblée nationale pour un mandat de quatre ans. Le président est élu pour un mandat de cinq ans.

Le président nomme le conseil d'État, ou cabinet, comptant une trentaine de membres. En théorie, le cabinet est dirigé par le premier ministre. Les membres du cabinet sont responsables devant le président, plutôt que devant le parlement. Les membres du cabinet ne sont pas nécessairement députés à l'assemblée nationale.

Les plus récentes élections ont eu lieu le 15 avril 2004. Lors de ces élections, 243 sièges de l'assemblée nationale ont été attribués à des députés provenant de circonscriptions uninominales et 56 autres ont été distribués proportionnellement entre les partis qui ont obtenu au moins 5 sièges de district ou 3 % du vote. Après les élections du 15 avril 2004, les sièges de l'assemblée nationale étaient distribués ainsi : Parti Uri, 152 sièges; Grand parti national (GPN), 121 sièges; Parti travailliste démocrate (PTD), 10 sièges; Parti démocratique du millénaire (PDM), 9 sièges; Démocrates libéraux unis (DLU), 4 sièges; autres partis, 3 sièges.

La Corée a un système de suffrage universel pour les personnes de 19 ans ou plus.

Défense

En août 2005, les forces armées de la Corée comptaient l'effectif suivant :

| | |
|------------------|------------------|
| Armée de terre : | 560 000 membres. |
| Marine : | 63 000 membres. |
| Armée de l'air : | 64 700 membres. |

Les forces paramilitaires comprennent un corps de défense civil comptant 3,5 millions de personnes.

En août 2005, les forces des États-Unis basées en Corée comptaient l'effectif suivant :

| | |
|------------------------|-----------------|
| Armée de terre : | 25 000 membres. |
| Marine : | 40 360 membres. |
| Armée de l'air : | 8 900 membres. |
| Infanterie de marine : | 180 membres. |

Le service militaire est obligatoire pour les hommes coréens âgés de 20 à 30 ans. Les conscrits doivent servir entre 24 et 28 mois, dépendamment de la branche. Le gouvernement de la Corée ne reconnaît aucune forme de service de remplacement.

Le budget coréen de 2005 a alloué 20 800 000 millions de wons [26 milliards de dollars canadiens²] pour la défense.

Médias

La constitution coréenne de 1987 garantit la liberté de presse.

La United News Agency (*Yonhap Tong Shin*) est la principale agence de presse de la Corée. De nombreuses agences de presse de partout dans le monde ont également des bureaux en Corée.

La Corée compte quelque 80 journaux quotidiens; le quart sont d'envergure nationale. Une liste des principaux quotidiens coréens est présentée ci-dessous. À moins d'indication contraire, ces journaux sont publiés en coréen. Le tirage de ces journaux est inscrit entre parenthèses.

Chosun Ilbo (2 470 000), *Joong Ang Ilbo* (2 300 000), *Dong-A Ilbo* (2 150 000), *Hankuk Ilbo* (2 000 000), *Kyung-hyang Shinmun* (730 000), *Hankyoreh Shinmun* (500 000), *Seoul Shinmun* (500 000), *The Korea Herald* [en anglais] (150 000); *The Korea Times* [en anglais] (100 000).

Le Korean Broadcasting System (*Hankuk Pangsong Kongsu*) est un réseau de radio et de télévision non commercial et public. Parmi les autres diffuseurs, on trouve notamment : la Public Munwha Broadcasting Corporation (MBC), le Seoul Broadcasting System (SBS) et le US Forces Korea Network. Le Buddhist Broadcasting System (BBS) diffuse des émissions radiophoniques à caractère religieux, tout comme le Christian Broadcasting System (CBS), la Far East Broadcasting Company et la Pyong Hwa Broadcasting Corporation (PBC).

En 2003, il y avait environ 18,7 millions de postes de télévision et 26,7 millions d'ordinateurs personnels en Corée. Il y avait également 29,2 millions d'utilisateurs d'Internet.

Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du paysⁱ

ⁱ L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et

Valeur : 0,912/1.

Rang : 26^e sur 177 pays.

Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du paysⁱⁱ

Valeur : 0,905/1.

Rang : 25^e sur 136 pays.

Population sous le seuil de la pauvreté

Information non disponible.

Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency Internationalⁱⁱⁱ

Note : 5,1/10.

Rang : 42^e sur 163 pays sondés.

Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International^{iv}

Partis politiques 4,3; parlement/pouvoir législatif 4,2; affaires/secteur privé 3,7; police 3,3; système judiciaire 3,5; médias 3,5; impôts 3,3; services médicaux 3,1; système éducatif 3,3; armée 3,2; services publics 2,4; services d'enregistrement et délivrance d'autorisations 2,4; organisations non gouvernementales 2,9; corps religieux 3,0.

[Information compilée à partir de : *The Europa World Year Book 2006 2006; PHW 2005-2006 2005; Political Parties of the World 2005; TI 7 déc. 2006; ibid. 6 nov. 2006; Nations Unies 31 oct. 2006; ibid. 2006; É.-U. 19 déc. 2006]*

2. CONTEXTE POLITIQUE

Le président Roh, actuel chef de l'État, a été destitué en mars 2004 pour corruption, mauvaise gestion économique et violation de la neutralité politique³. Cette dernière accusation découle des déclarations du président Roh incitant fortement les électeurs à appuyer son parti, le Parti Uri, alors que le président doit demeurer neutre⁴. Malgré le tollé de la population contre la proposition de destituer le président Roh, 193 législateurs ont voté en faveur de la destitution⁵. Bon nombre de ceux qui ont voté en faveur de la destitution étaient des législateurs du Parti démocratique du millénaire (PDM), ancien parti du président Roh⁶. En avril 2004, le Parti Uri a obtenu une mince majorité à

moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

ⁱⁱ L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

ⁱⁱⁱ L'IPC de Transparency International repose sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 organisations indépendantes. Les données reflètent l'opinion de spécialistes de la situation au pays et de gens d'affaires. Certaines personnes sondées vivent dans le pays concerné, alors que d'autres n'y habitent pas. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (159).

^{iv} Le BMC de Transparency International est établi à partir d'un sondage des opinions des gens sur la corruption dans leur propre pays. La note varie de 1 (nullement corrompu) à 5 (extrêmement corrompu).

l'assemblée nationale⁷. En mai 2004, la cour constitutionnelle s'est prononcé contre la destitution⁸. Roh Moo-hyun a repris son poste et s'est joint peu après au Parti Uri⁹.

Lors des élections de 2002, Roh Moo-hyun a mis au cœur de sa campagne la promesse de poursuivre la « politique du rayon de soleil » (sunshine policy) à l'égard de la Corée du Nord — quoique d'une façon moins conciliante que par le passé¹⁰. La politique du rayon de soleil, lancée par l'ancien président Kim Dae-jung, vise à améliorer les relations avec la Corée du Nord, ainsi que la coopération économique et culturelle¹¹. Toutefois, les divergences de point de vue sur la meilleure façon de transiger avec la Corée du Nord ont tendu les relations entre les États-Unis et la Corée du Sud¹².

En 2002, le président des États-Unis George W. Bush a parlé de la Corée du Nord comme faisant partie de [traduction] « l'axe du mal »; la Corée du Sud en aurait été consternée¹³. En 2003, les relations entre la Corée du Sud et les États-Unis étaient tendues au sujet du programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord¹⁴. Le président Roh aurait insisté auprès des États-Unis pour qu'ils établissent un dialogue avec la Corée du Nord, plutôt que de menacer le pays¹⁵.

En octobre 2006, la mise à l'essai d'un dispositif nucléaire par la Corée du Nord a donné lieu à une condamnation quasi unanime par la communauté internationale¹⁶. Les discussions des six nations relativement au désarmement de la Corée du Nord ont pris fin le 22 décembre 2006 sans qu'une entente n'ait été conclue¹⁷.

3. PARTIS POLITIQUES

Note : Les noms des partis ont été traduits afin de faciliter la lecture. Cependant, il ne s'agit pas de traductions officielles puisque le français n'est pas une langue officielle de la Corée du Sud.

Parti au pouvoir

Parti Uri (*Uri Dang*) : Le Parti Uri a été fondé en 2003 par 37 membres dissidents du Parti démocratique du millénaire (PDM)¹⁸. Ces membres reprochaient plus précisément au PDM ces liens étroits avec les grandes entreprises et son régionalisme¹⁹. Le Parti Uri a ensuite absorbé le Parti du peuple pour la réforme (People's party for Reform)²⁰. Lors des élections de 2004, le Parti Uri s'est présenté comme un parti [traduction] « progressiste libéral » et a fourni des efforts pour attirer les jeunes électeurs²¹. En 2004, le Parti Uri a obtenu la majorité à l'assemblée nationale avec 152 des 299 sièges²². Kim Geun-tae est le président de ce parti²³.

Grand parti national (GPN) (*Hannara Dang*) : Le GPN est un parti [traduction] « progressiste conservateur » formé en 1997 lors de la fusion du Nouveau parti coréen (*Shin Hankuk Dang*) et du Parti démocratique (*Minju Dang*)²⁴. En mars 2004, Park Geun-hye est devenue la présidente du GPN²⁵. Elle a remplacé Choe Byung-yol dont le leadership a été compromis lors d'un scandale en 2002 concernant des activités de financement illégaux²⁶. Lors des élections d'avril 2004, le GPN a obtenu 121 sièges,

perdant ainsi la majorité qu'il détenait auparavant à l'assemblée nationale²⁷. Kang Jae-sup est le chef de ce parti²⁸.

Parti travailliste démocrate (PTD) (*Minjunodong Dang*) : Le PTD a été créé en 2000 par des syndicalistes²⁹. À la suite des élections d'avril 2000, où il n'a obtenu aucun siège, le PTD a annoncé qu'il allait lutter contre la corruption du gouvernement³⁰. Lors des élections d'avril 2004, le parti a obtenu 10 sièges³¹. Le parti est dirigé par Moon Seong-hyun³².

Parti démocratique (PD) (*Minju Dang*) : En mai 2005, le Parti démocratique du millénaire (PDM) a changé son nom pour devenir le Parti démocratique (PD)³³. Kim Dae-jung a fondé le PDM en 2000 pour succéder au Congrès national pour des politiques nouvelles (CNPN) (*Sae Jungchi Kukmin Hoiee*)³⁴. Créé en 1995, le CNPN était auparavant le plus fort parti de l'opposition à l'assemblée nationale³⁵. En 2003, les membres du PDM étaient très divisés entre ceux en faveur de la réforme et ceux qui faisaient partie de la [traduction] « vieille garde »³⁶. Une trentaine de membres du PDM ont quitté le parti pour créer le Parti Uri³⁷, dont le président Roh Moo-hyun³⁸. À la suite du départ de Roh Moo-hyun, le PDM a appuyé la destitution de ce dernier en 2004³⁹. Lors des élections de 2004, la représentation du PDM à l'assemblée nationale est passée de 60 à 9 sièges⁴⁰. Le PD est dirigé par Hahn Hwa-kap⁴¹.

Démocrates libéraux unis (DLU) (*Jayu Minju Yonmaeng*) : Les DLU forment un parti conservateur depuis 1995⁴². Lors des élections d'avril 2004, le parti n'a obtenu que 4 sièges à l'assemblée nationale⁴³.

Autres partis politiques

Parmi les autres petits partis de la Corée du Sud, on trouve notamment le Parti de la défense de la nation (Defense of the Nation Party) et le Parti socialiste (Socialist Party)⁴⁴.

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Aucune information sur des groupes armés ni sur d'autres acteurs non étatiques n'a pu être trouvée parmi les sources consultées par la Direction des recherches.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

Une élection aura lieu à la fin de 2007⁴⁵.

6. NOTES DE FIN DE DOCUMENT

¹ XE.com 29 déc. 2006.

² *Ibid.*

³ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 639.

⁴ *Political Parties of the World* 2005, 361.

⁵ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 639.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

- ¹⁰ *Ibid.*, 640.
¹¹ *Ibid.*, 638.
¹² *The Europa World Yearbook 2006* 2006, 2579.
¹³ *Ibid.*, 2586.
¹⁴ *Ibid.*, 2583.
¹⁵ *Ibid.*, 2587.
¹⁶ BBC 9 oct. 2006.
¹⁷ *Ibid.* 22 déc. 2006.
¹⁸ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 641.
¹⁹ *Ibid.*
²⁰ *Ibid.*
²¹ *Political Parties of the World* 2005, 361.
²² *Ibid.*
²³ É.-U. 19 déc. 2006.
²⁴ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 642.
²⁵ *Ibid.*
²⁶ *Ibid.*
²⁷ *Ibid.*
²⁸ É.-U. 19 déc. 2006.
²⁹ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 642.
³⁰ *Ibid.*
³¹ *Ibid.*
³² É.-U. 19 déc. 2006.
³³ *The Europa World Yearbook 2006* 2006, 2597.
³⁴ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 642.
³⁵ *Ibid.*
³⁶ *Ibid.*
³⁷ *Ibid.*
³⁸ *Ibid.*
³⁹ *Ibid.*
⁴⁰ *Ibid.*
⁴¹ É.-U. 19 déc. 2006.
⁴² *Political Parties of the World 2005-2006* 2005, 360.
⁴³ *Ibid.*
⁴⁴ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 643.
⁴⁵ EIU 6 déc. 2006.

7. RÉFÉRENCES

British Broadcasting Corporation (BBC). 29 décembre 2006. « N. Korea "Serious Threat" to South ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6216385.stm>> [Date de consultation : 29 déc. 2006]

_____. 22 décembre 2006. « North Korea talks end in deadlock ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6202623.stm>> [Date de consultation : 29 déc. 2006]

_____. 9 octobre 2006. « Outcry at N Korea "Nuclear Test" ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6033457.stm>> [Date de consultation : 29 déc. 2006]

Economist Intelligence Unit (EIU). 6 décembre 2006. « Country Briefing: South Korea ». <<http://www.economist.com/countries/SouthKorea/>> [Date de consultation : 28 déc. 2006]

États-Unis (É.-U.). 19 décembre 2006. Central Intelligence Agency (CIA). « Republic of Korea ». *The World Factbook*. <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ks.html>> [Date de consultation : 28 déc. 2006]

The Europa World Yearbook 2006. 2006. « The Republic of Korea ». Londres : Routledge.

The Korea Herald. 28 décembre 2006. Jin Hyun-joo. « Parties Gearing up for 2007 Presidential Race ». <http://www.koreaherald.co.kr/SITE/datea/html_dir/2006/12/22/200612220012.asp> [Date de consultation : 28 déc. 2006]

Nations Unies. 31 octobre 2006. Comité des droits de l'homme. *Consideration of Reports Submitted by State Parties Under Article 40 of the Covenant, Concluding Observations of the Human Rights Committee, Republic of Korea*. <http://www.ohchr.org/english/bodies/hrc/docs88/ccpr_c_kor_co_3_crp1.doc> (CCPR/C/KOR/CO/3/CPR.1). [Date de consultation : 18 déc. 2006]

_____. 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Republic of Korea ». *Human Development Report 2006*. <http://hdr.undp.org/reports/global/2005/pdf/HDR05_chapter_1.pdf> [Date de consultation : 18 déc. 2006]

Political Handbook of the World: 2005-2006. 2005. « Republic of Korea ». Sous la direction d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet. Washington : Congressional Quarterly.

Political Parties of the World. 2005. 6th ed. Sous la direction de Bogdan Szajkowski. Londres : John Harper Publishing.

Transparency International (TI). 7 décembre 2006. « Report on the Transparency International Global Corruption Barometer 2006 ». <http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb/2006> [Date de consultation : 18 déc. 2006]

_____. 6 novembre 2006. *Corruption Perceptions Index 2006*. <http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2006> [Date de consultation : 18 déc. 2006]

XE.com. 29 décembre 2006. « Universal Currency Converter ». <<http://www.xe.com/ucc/convert.cgi>> [Date de consultation : 29 déc. 2006]

